

CAPN A et A+ du 19 octobre 2026

MULTI-THÉMATIQUE

Madame la Présidente,

Le 1^{er} octobre, le gouvernement a présenté son projet de loi de Finances pour 2027. Dans la droite ligne des budgets précédents mais en pire, c'est à nouveau l'austérité à tous les étages et la poursuite d'une politique menée depuis 2017, qui a créé un système où les plus fortunés s'enrichissent au détriment de la majorité des citoyens.

Les grandes entreprises et les plus riches sont toujours épargnés, pas de réforme des niches fiscales, et les plus pauvres accablés, gel des prestations sociales (aides au logement, allocations familiales, prime d'activité...), et par le gel de pensions et retraites, etc.

C'est un budget d'austérité, injuste, sans efforts partagés, sans réponses aux besoins essentiels de la société, des services publics, des Français. Le gouvernement, au lieu de bloquer les prix, au lieu d'augmenter les salaires, fait les poches des travailleurs, taxe les malades, les retraités, les locataires, les familles pour mieux épargner les milliardaires, les actionnaires, les grands groupes qui font des milliards de bénéfices et distribuent des milliards de dividendes.

Il n'y a aucune mesure de justice fiscale et sociale, ce qui est totalement insupportable.

Depuis des semaines, les lycéens se mobilisent pour obtenir de meilleures conditions d'études, des créations de postes d'enseignants, la diminution des effectifs par classe, l'abrogation de Parcoursup, des bourses pour toutes et tous. Ils ne demandent rien de plus que d'étudier dans des conditions décentes pour se préparer afin de faire face aux défis de l'avenir.

La CGT Finances Publiques apporte son soutien plein et entier aux lycéens et étudiants, condamne la répression policière et les interdictions de manifestations, que le gouvernement doit faire cesser immédiatement. Elle réaffirme que, comme pour le monde du travail, les lycéens disposent du droit d'expression, de réunion, de manifestation et qu'il relève des pouvoirs publics de le garantir.

Ce samedi, a été une journée de mobilisation massive et pacifique qui s'est mal terminée.

Macron et ses séides ont montré toute leur incompétence pour empêcher ou neutraliser les groupes de casseurs. Il est bien plus facile d'envoyer la police protéger l'Élysée et les concerts de Céline Dion ou de frapper et arrêter les Lycéens.

Ces évènements ont ainsi mis à jour une politique de maintien de l'ordre volontairement inadaptée.

Rappelons enfin qu'hier, le 19 octobre 2026 a aussi marqué les 80 ans de la loi relative au statut général des fonctionnaires, statut auquel nous sommes très attachés. Élaboré au lendemain de la Libération, ce texte fondateur a jeté les bases d'un cadre commun pour les agents publics, au service d'une reconstruction ambitieuse de l'État républicain.

Le Statut a contribué à faire du fonctionnaire non un sujet soumis à l'autorité, mais un citoyen responsable, protégé dans sa carrière et en capacité d'exercer ses missions au service de l'intérêt général. Il a aussi rendu possible une Fonction publique de carrière, des règles communes de rémunération et des espaces de participation collective qui constituent autant de garanties contre le favoritisme, le clientélisme et la gestion discrétionnaire.

Malheureusement, nous ne pouvons que déplorer à quel point ce statut est mis à mal.

 **Concernant la CAPN de ce jour,**

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons déjà exprimé lors de la déclaration liminaire consacrée aux non titularisation et vous renvoyons à nos propos précédents.